



A quelque chose, malheur est bon. Les manigances et les diffamations des trois mouvances, empêtrées dans un schéma de pratique politique inadéquates en ce siècle de l'information en temps réel, ont accéléré les choses. Fini le paternalisme infantilisant ; terminé le peuple spectateur et portefaix. Les jeunes d'aujourd'hui entendent s'émanciper pour ébranler cette torpeur qui dure depuis un demi-siècle. Le grand problème de Madagascar, c'est que le pays n'a jamais eu de guerre d'indépendance avec de vrais héros. Le pays a toujours vécu avec une philosophie de colonisé menée par des zéros. Toutes les grandes nations de ce monde ont traversé des périodes pénibles avant d'en arriver là où elles sont : guerre de sécession ; guerres d'indépendance, ségrégation raciale ; apartheid, génocides... Un peuple qui souffre vraiment parvient à produire des miracles. Je ne prendrai que le Vietnam pour exemple.

A Madagascar, la colonisation a été telle que la moindre des décisions pour sortir le pays de la pauvreté était toujours dictée par des intérêts extérieurs. La Grande île est un paradis pour les beaux parleurs et un enfer entretenu pour un peuple brimé, complexé, indécis. Toute lutte pour la liberté exige des sacrifices. Une frange de Malgaches croient encore que l'indépendance, la liberté se donnent comme une récompense. Non ! Elles s'arrachent, elles font l'objet d'une lutte de tous les jours. A Madagascar, le peuple remet à sa place celui qu'il a vomi quelques années auparavant. Parce que personne, jusqu'ici, ne leur a jamais expliqué les réalités vraies, à propos de la res publica. Mais, avec les jeunes (« Ny tanora no hanangana ny hoavy » - les jeunes forgeront l'avenir, dicit Didier Ratsiraka dans les années 70), ça va changer. Ne pas suivre le schéma proposé par le Président Andry Rajoelina, ce 16 décembre 2009, c'est accepter d'être un éternel colonisé. Etat de fait économiquement et politiquement entretenu par des vieillards qui ne seront plus jamais l'image du futur : 82 ans, 73 ans, 60 ans. Purée : 215 ans à eux trois, c'est trop.

[LE PRESIDENT ANDRY RAJOELINA, TVM LE 16 DECEMBRE 2009](#)

Même moi à 55 ans, déjà grand-père, je me demande, parfois, s'il ne vaudrait pas que je cesse d'écrire. Non ! J'ai des comptes à rendre à mes petits-enfants qui seront les Andry Rajoelina des années 2020. Ceux qui diffusent leur lot de désinformation, d'intox, manquent de vision pour leur propre futur. A partir du moment où ils se comportent comme un certain Karakory, illustre anonyme qui insiste pour que je publie son « dossier » sur les trafics de bois de rose, ils ont déjà leur avenir derrière eux. Je ne publierai jamais des « trucs » fournis, trop bien fournis même, par des anonymes. Si ce Karakory n'a aucun principe, il n'a qu'à les dénoncer à visage découvert. Voilà bien une mentalité qui démontre comment sont diffusées les conneries reprises, hélas, par les médias dits internationaux. Je n'ai jamais dit que ces trafics de bois de rose n'existent pas, étant allé à Sambava et Antalaha. Mais il faut du solide, pas des mails

anonymes composés de diffamations directes.

Pour en revenir à l'émission effectuée en direct à la Tvm, le 16 décembre 2009, le « jeune » Andry Rajoelina a démontré sa capacité de réaction face, donc, à un système qui a fait son temps. Au peuple malgache de démontrer qu'il veut un réel changement. Ainsi, ce qu'il faut retenir de ces déclarations, que j'ai pris soin de monter en vidéo, pour la postérité, c'est la tenue d'élections des membres de l'assemblée constituante, le 20 mars 2010. Cette consultation ne sera pas organisée par la transition mais à travers une entité dénommée CENI ou Comité national électoral indépendant. Dès lors, le gouvernement, à travers le ministère de l'Intérieur, se cantonnera dans un rôle de facilitateur. Par ailleurs, les dépenses afférentes à cette élection seront à la charge du régime de transition. Il est plus que certain que le code électoral sera révisé et que le bulletin unique sera enfin étreint.



Une vraie communication s'impose pour Andry Rajoelina

Tout changement, dans la vie même d'un homme, est toujours confronté à un réflexe de rejet. Mais qui n'avance pas recule. La pierre angulaire de la réussite de ce changement, dans les pratiques de gouvernance à Madagascar, demeure la communication. Andry Rajoelina, dès aujourd'hui, a grand intérêt à s'entourer de professionnels dans ce domaine. Exit les apprentis idolâtres qui ne faisaient que de la publicité politique. Le Président appartient au peuple mais n'est pas leur propriété privée. E n'est pas la peine d'énumérer à nouveau les bêtises ni qui les ont commises par ignorance mais surtout excès de zèle. Par ailleurs, dans ce domaine de la communication, il sera extrêmement important qu'il n'y ait plus de cacophonie entre les déclarations des uns et des autres. Plus personne ne devra tirer la couverture à lui.

[LE PRESIDENT ANDRY RAJOELINA A PROPOS DE L'AGOA ET D'INVESTISSEMENTS](#)

Enfin, la communauté internationale devra être logique en elle-même, c'est-à-dire aider les Malgaches dans ce schéma très révolutionnaire, par rapport aux trois ex sur la pente glissante de la maladie de Parkinson, et qui ont totalement fait régresser le pays, en un demi-siècle, en ayant fait tout le contraire de ce qu'ils ont dit. Actuellement, je suis en train de relire et/ou réécouter les discours des uns et des autres. C'est tout simplement monstrueux. C'est sciemment qu'ils ont ruiné le pays et dégradé sérieusement la culture malgache elle-même. Par des décisions venant au plus haut du sommet. Directement. L'esprit d'initiative, la créativité, la volonté de changement ont été tués ; Tout simplement. Et le peuple malgache est devenu ce qu'il est : mendiant, craintif, indécis, jaloux et revanchard. C'est un peu trop tout ça, non ?

On ne pourra jamais effacer les séquelles de ce néo-colonialisme infernal, du jour au

lendemain. Il faudra du temps. Et c'est ici et maintenant qu'il faut s'y atteler. Que veut exactement le Malgache ? Etre un pauvre vivant ou un riche mort ? Demeurer un éternel mendiant anonyme, se plaignant sans cesse, ou un héros de cette lutte pour l'indépendance assez tardive, certes, mais incontournable ? Il faut savoir ce que le Malgache veut réellement. Moi je sais : il veut chercher à casser cette manie de se convaincre que les autres pensent pour eux. Mais il a peur de se surpasser. Pour les raisons citées plus haut. Il doit alors savoir, en premier lieu, qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Jeannot RAMAMBAZAFY

Selon Razafisambatra Louis De Mon Désir, pour mieux sauvegarder la concorde universelle ; il ne faut pas galvauder le terme de « Communauté internationale ».

« Ma conviction, en la démocratie, me pousse à mettre en œuvre ma pleine prérogative de lutter contre toute forme d'atteinte à l'universalisation des droits de l'homme.

En clair, une diplomatie « bricolée » visant à faire revenir au Pouvoir un dictateur, expose le peuple malgache à la dérision de l'opinion publique internationale.

En conséquence, ces gens qui se disent les représentations de la Communauté internationale, sont en train de raviver à Madagascar le lyrisme nationaliste de 1960. L'on n'a pas tort de mettre en exergue que ces faux acteurs de la diplomatie des droits de l'homme sont parmi les responsables de la crise répétitive et chronique dans les pays pauvres parce qu'ils n'ont pas bougé le petit doigt pour revendiquer la nécessité absolue d'un conseil de sécurité économique au sein de l'Organisation des Nations Unies ; de même, ils étaient indifférents quand les diktats de la finance internationale ont obligé les pays en voie de développement à avaler la pilule amère de la « privatisation à tout va » dont les coûts sociaux sont très élevés et catastrophiques ; personne ne peut pas oublier non plus leur immobilisme quand une cour suprême d'un pays hyper développé a invalidé la loi Massachusetts-Birmanie qui a interdit toute collaboration des compagnies étrangères avec le fameux régime dictatorial de la junte militaire ; également, ils étaient dans le mutisme total lorsqu'une diplomatie unilatérale a refusé de donner une compétence universelle à la Cour pénale internationale ; ils n'avaient même pas

le minimum de courage diplomatique de reconnaître qu'on ne peut pas comparer la maturité des autres démocraties à celles des nations les moins avancées car, par exemple, la révolution a d'abord précédé la démocratie et les droits de l'homme dans les pays développés.

Donc, la solution de la crise malgache n'est ni de redorer l'image des équipes qui ont déjà gagné et qui voudront encore gagner au détriment du peuple, ni de donner de la crédibilité à une mouvance d'un ex-président de la République mal élu en

2002 et en 2007, mais de faire évoluer la jurisprudence internationale pour préciser les éléments juridiques constitutifs d'une « assistance à un peuple très en danger ». Autant dire, une simple assimilation d'un mouvement populaire (motivé par la pauvreté absolue et soutenu par des militaires) à un coup d'Etat, s'avère déraisonnable et dépassée. L'on ne doit pas se cantonner dans l'argumentaire de l'élection démocratique, car

les dictateurs ont toujours truqué les résultats des élections, les soi disant observateurs internationaux n'ayant jamais été dans les régions reculées et enclavées.

Par là même, une véritable communauté internationale, digne de ce noble nom, n'a pas à manipuler l'opinion par un façadisme démocratique, mais doit avoir l'audace diplomatique et politique de défendre la nécessité de réformer l'organisation des Nations Unies, de préciser les grands axes de la réforme de l'architecture financière internationale, de déterminer

la prévention et la résolution des crises financières.

Surtout, pour ne pas galvauder le concept de Communauté internationale, les acteurs internationaux ont le devoir sacré d'insister sur l'impératif d'une sérieuse politique de formation de techniciens financiers et économiques, d'une politique de réforme, d'une « révolution verte », des solutions concrètes pour éviter une marginalisation, de grandes améliorations du financement du développement et non de simples programmes d'assistance morcelés, d'un transfert de technologie dans les pays pauvres.

Evidemment, une éventuelle sanction économique à l'encontre de Madagascar n'est certainement pas la meilleure solution, au contraire elle suscitera de graves soubresauts imprévisibles ».



Razafimanantsoa, le 15 Décembre 2009 De Mon Désir